« ALLÔ EUPEN, ÊTES-VOUS PRÊT ? ». LES INTERACTIONS ENTRE MÉDIAS ET POLITIQUE EN BELGIQUE DE LANGUE ALLEMANDE AU SUJET DE L'AUTONOMIE CULTURELLE (1965-1974)[1]

- Vitus Sproten -

L'année 1965 fut mouvementée pour le paysage médiatique de la région de langue allemande de Belgique. Elle fut d'abord marquée par la retraite d'Henri Michel. Rédacteur en chef du *Grenz-Echo,* ex-président de l'Association Générale de la Presse Belge et président de l'Association des Journalistes Catholiques, il était le personnage central de la vie médiatique de la région depuis la fin des années 1920. Par ailleurs, le *Grenz-Echo* acheta le deuxième journal de la région, le *Sankt Vither Zeitung,* tandis que *l'Aachener Volkszeitung* commença à publier une édition pour cette même région, « l'*Ostbelgienausgabe* ». Andreas Fickers constate qu'en l'espace de quelques années, l'éventail d'avis s'est progressivement élargi pour s'ouvrir à une pluralité d'opinions[2]. Le discours médiatique sur l'autonomie culturelle en a été modifié d'une manière profonde. Dans ses analyses, l'historiographie s'est jusqu'ici focalisée sur le paysage de la presse écrite ou sur la station publique de radiodiffusion de langue allemande[3]. L'année 1965 est, en ce sens, une année charnière et est considérée, pour notre étude, comme le *terminus a quo.*

Une approche intégrée de l'histoire des médias n'a jamais été réalisée à l'échelle régionale[4]. Les premiers appels en faveur d'une telle approche ont été lancés pendant les années nonante. Dans ce contexte, notre contribution suit d'ailleurs les prémisses d'un article de Dahl invitant les historiens à dépasser les frontières inter-médiatiques et à considérer que les médias constituent un « *synthetic whole* »[5]. Après le tournant des années 1990 et 2000 vers une vision trans-médiale de l'histoire des médias, l'historiographie s'est déployée dans une pluralité de directions. Deux tendances générales peuvent être identifiées. *Primo*, on constate une focalisation sur la narration et sur le discours des médias, qui se traduit par une analyse comparée des discours de différents médias et/ou par une tentative d'insérer ces analyses comparatives dans les *Digital Humanities*. *Secundo*, les historiens des médias se concentrent sur l'analyse des interactions institutionnelles des médias, l'échange de programmes, les réseaux journalistiques ou les coopérations techniques.

En 2001, Axel Schildt a dégagé quatre étapes d'évolution des médias de masse complexifiant leurs interactions. L'évolution de la massification des médias commence par la démocratisation de la presse durant la seconde moitié du XIX[e] siècle. Cette première étape s'enrichit ensuite par la naissance des journaux illustrés,

1. Cet article repose sur notre mémoire de fin d'études : Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien. Les débats autour de l'autonomie culturelle des Belges germanophones sur les ondes du Belgischer Hörfunk (1965-1974)*, Mémoire de master en histoire, inédit, Université de Liège, 2016. Je remercie vivement M. Christoph Brüll, Mme. Emilie Mathonet et M. Werner Mießen pour leurs remarques et corrections. **2.** Andreas Fickers, "Die ostbelgischen Medien als Akteur der Autonomiedebatte. Von der Polarisierung zur Meinungsvielfalt", in Christoph Brüll et Carlo Lejeune (éds.), *Grenzerfahrungen. Eine Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens. Vol.5 : Säuberung, Wiederaufbau, Autonomiediskussionen (1945-1973)*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2014, p. 218-235. **3.** Cf. par exemple : Belgischer Hör- und Fernsehfunk (dir.), *Im Osten viel Neues. Bilder und Texte aus Ostbelgien*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 1996 ; BRF (dir.), *60 Jahre Belgischer Rundfunk (1945-2005). Ostbelgische Zeitgeschichte*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2006 ; Grenz-Echo (dir.), *Sechzig Jahre Grenz-Echo. Sonderausgabe zum 60 jährigen Bestehen*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 1987 ; BRF (dir.), *1. Oktober 1975 : 30 Jahre B.H.F.*, Bruxelles, 1975 ; BRF (dir.), *18.00 Uhr : Hier ist der Belgische Rundfunk : 20 Jahre BRF-Aktuell*, Saint-Vith, Aktuell, 1990 ; Katrin Hammerschmidt, *Le BRF (Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft). La conquête d'une place dans le paysage audiovisuel*, Mémoire en Information et Communication, inédit, ULB, 2004 ; Gudrun Hunold, *Die Bedeutung der Medien für die kulturelle Identität der deutschsprachigen Minderheit in Belgien*, Mémoire en Sociologie, inédit, RWTH, Aix-la-Chapelle, 2001 ; Guido Havenith, *L'image de la Belgique dans le "Grenz-Echo" 1927-1940. Une voie vers l'intégration ?*, Mémoire en Histoire, inédit, Université de Liège, 1995 ; Freddy Derwahl, "Die Agentur Tim. Erinnerungen an die Ostbelgien-Ausgabe der Aachener Volkszeitung 1965-1991", in Heinz Warny (dir.), *Zwei Jahrhunderte deutschsprachige Zeitung in Ostbelgien*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2007, p. 294-264 ; Erni Mreyen, *Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum für deutschsprachige Sendungen (BRF) : des débuts à l'autonomie (1945-1977)*, Mémoire en Journalisme et Communications Sociales, inédit, ULB, 1981 ; Heinz Warny, *Kg. Brüssel : zum Lebenswerk des Journalisten Kurt Grünebaum ; 1910-1988*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2011. **4.** Axel Schildt, "Das Jahrhundert der Massenmedien. Ansichten zu einer künftigen Geschichte der Öffentlichkeit", in *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 27 (2001), no 2, p. 177-206. Cf. également Marie Cronqvist et Christoph Hilgert, "Entangled Media Histories", in *Media History*, vol. 23 (2017) no 1, p. 130-141. **5.** Hans Fredrik Dahl, "The pursuit of media history", in *Media, Culture and Society*, vol. 16 (1994), n 4, p. 551.

de la photographie et des films muets. La grande crise des années trente voit apparaître la radio et les cinémas, ces derniers dépassant très vite en importance la presse écrite. La radio, en tant que nouveau « média majeur », domine le paysage médiatique pendant quelque trente ans. La quatrième étape débute à la fin des années cinquante, avec l'arrivée de la télévision. Dans cette nouvelle constellation, les médias interagissent et s'influencent réciproquement, les réseaux se tissent entre la presse, la radio et la télévision, réseaux par lesquels les acteurs interagissent entre eux. Entre médias apparaissent des *fora* au cœur desquels se développent des discours. Un autre facteur important et vecteur de discours est l'environnement du paysage médiatique car il influe sur les médias par ses réactions à différents programmes et qu'il participe directement ou indirectement aux discours : la politique, l'économie, la technique, l'administration, etc.

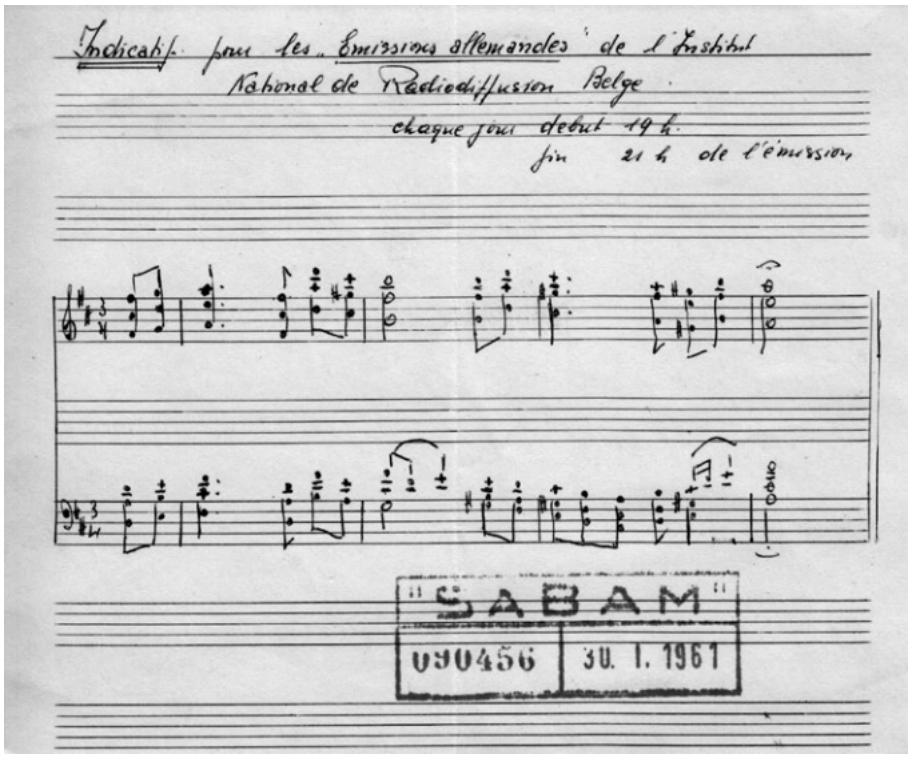
Le projet de Schildt réside dans l'analyse de cet enchevêtrement complexe qu'il désigne comme « *massenmediales Ensemble* » (fr. « ensemble des médias de masse »[6]). Plusieurs questions peuvent dès lors être posées : comment les *fora* des différents médias sont-ils liés ? comment l'ensemble des médias de masse participe-t-il à la création d'une opinion publique (médiatique) et comment les acteurs « négocient-ils » les questions importantes pour le public ? quelles influences extérieures peuvent être observées sur l'ensemble des médias de masse ? existe-t-il un média majeur dans l'ensemble des médias de masse et comment les autres médias se positionnent-ils par rapport à celui-ci ? comment les journalistes interagissent-ils dans les médias de masse ? Le concept est celui d'une approche analytique permettant aux historiens de déchiffrer des rapports et influences complexes. Les lectures et approches théoriques envisageables sont multiples. Dans la plupart des cas, les historiens confrontent le concept de l'*Öffentlichkeit* (sphère publique) de Habermas ou les champs journalistiques de Bourdieu[7] avec les résultats de leurs analyses. La démarche offre cependant également la possibilité de confronter la *Systemtheorie* de Luhman avec une étude empirique basée sur une analyse de l'ensemble des médias de masse. Le présent article essaye de mettre en lumière une partie de ces questions. En se focalisant sur l'interaction entre la politique et les médias, il se propose de souligner le potentiel de cette approche intégrée avec une attention particulière pour les débats autour de l'autonomie culturelle de la région de langue allemande. Ce choix offre l'avantage d'évoquer l'histoire d'une communauté encore trop souvent négligée dans l'historiographie de la Belgique. De plus, certains parallélismes peuvent être dégagés entre les évolutions en région de langue allemande, en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie.

6. Nous avons opté pour cette traduction au lieu de "ensemble masse-médiatique" qui serait plus proche de l'original allemand. La retraduction de l'ensemble des médias de masse serait plutôt *Ensemble der Massenmedien*. Nous avons néanmoins décidé de souligner deux caractères décisifs du concept à travers notre traduction. D'une part, nous accentuons le fait qu'il s'agit des médias de masse et, de l'autre, nous voulons surtout souligner l'approche intégrée à travers le mot "ensemble". Cette traduction veut dès lors véhiculer la connotation d'une "tribune libre ou d'une discussion autour d'une table ronde des médias de masse". **7.** Cf. Christina von Hodenberg, *Konsens und Krise : eine Geschichte der westdeutschen Medienöffentlichkeit, 1945-1973*, Göttingen, Wallstein, 2006.

Nous aborderons également la question des contacts entre journalistes et partis politiques. C'est sans doute un des intérêts majeurs de la démarche adoptée. En tant que membre de la société, le journaliste a un avis personnel sur les sujets abordés. Néanmoins, la plupart des journalistes affirment leur neutralité en soulignant leur respect de la déontologie. Ceci étant, l'appartenance à un parti ou à une organisation n'implique pas le non-respect de cette déontologie. Dans ce contexte, il faut souligner l'hypothèse de Schulz qui considère que l'interaction de la sphère publique, de la politique et des médias constitue une triade. Chaque élément de cette triade essaye de contester le monopole de l'interprétation de la réalité. En conséquence, la dysfonction de cette interdépendance interrompt la lecture de la réalité[8]. Même si cette dysfonction était non existante pour ce qui concerne le paysage médiatique abordé, cette interrogation nous permet de comprendre l'esprit des journalistes des médias en question[9]. Dès lors, nous avons abordé le sujet sous un angle différent. L'identité journalistique est largement discutée dans les sciences de l'information et de la communication à une époque qui voit de nouveau un bouleversement du marché des médias. Le journalisme est, dans ce contexte, défini par Ringoot et Utard comme une « pratique socio-discursive mettant en interaction trois instances mises en évidence par la sociologie professionnelle : les sources, les praticiens, les publics »[10]. Cependant, les frontières entre ces pôles sont floues et « le journaliste » est un *homo sociologicus*. Grubenmann et Meckel estiment qu'il faut prendre en considération l'identité sociale des journalistes – c'est-à-dire l'appartenance à un groupe professionnel – mais aussi la liberté de décision et la liberté d'action de ces journalistes[11]. La présente étude doit dès lors approfondir les modes de vie des hommes et des femmes qui ont influencé le discours médiatique. Dans tous les cas, le rôle des acteurs médiatiques est évalué différemment d'une étude à l'autre, certains auteurs l'envisageant comme une pratique sociale dans une société, d'autres comme une pratique économique, culturelle ou idéologique.

Dans le cadre de cet article, nous essaierons également de comprendre comment la politique tentait d'influencer le travail des journalistes et des services publics de radiodiffusion et comment les partis observaient le discours des émissions. Le *Belgischer Hörfunk* (*BHF*) – tout comme la *BRT* et la RTB – se trouvait dans un champ de tension d'avis divergents concernant le débat autour de l'autonomie

8. *"Auszugehen ist dagegen von einem dynamischen Komplex konkurrierender Realitätsinterpretationen in Politik, Öffentlichkeit und Medien. Nicht die „Macht der Medien" im Sinne ihrer zentralen Deutungskompetenz, sondern rasch wechselnde Kommunikationssituationen und Wirklichkeitsinterpretationen sind signifikant für die Mediengesellschaft."* Andreas Schulz, "Der Aufstieg der vierten Gewalt. Medien, Politik und Öffentlichkeit im Zeitalter der Massenkommunikation", in *Historische Zeitschrift (HZ)*, vol. 270 (2000), p. 93. **9.** Kepplinger considère que la thématisation, le choix des nouvelles et l'objectivité des journalistes sont fortement influencés par l'attitude politique des journalistes. Hans Mathias Kepplinger, *Journalismus als Beruf. Theorie und Praxis öffentlicher Kommunikation*, Wiesbaden, VS Verlag, 2011, p. 101-129. **10.** Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard, "Introduction", in Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard (éds.), *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006. **11.** Stephanie Grubenmann et Miriam Meckel, "Journalists' professional identity", in *Journalism Studies*, vol. 16 (2015), p. 4.



Composition du jingle des Emissions en langue allemande par Willy Mommer jr. (1921-1972). (Source : Archives privées Willy Mommer, Eupen, composition du jingle des Emissions en langue allemande par Willy Mommer junior (1921-1972), 1961).

culturelle. Pourtant, ce ne sont pas seulement les contacts entre les partis politiques et les journalistes qui méritent d'être discutés. Toute la Belgique évoluait vers la première réforme de l'État. Cette évolution entraînait également avec elle les services publics de radiodiffusion et leurs futurs statuts furent largement discutés, à plusieurs reprises. Les médias étaient observateurs, acteurs et objets influencés par cette évolution. Celle-ci débute pendant les années 30 en région de langue allemande, vers un paysage de masse médiatique de plus en plus complexe.

Le manque des sources rend difficile une approche de la radiodiffusion en langue allemande dans les Cantons de l'Est d'avant-guerre. On sait pour l'instant qu'une station de radio pour les Belges germanophones existait à partir de 1938 – trop tard pour faire front contre la propagande national-socialiste – et que cette station n'a probablement pas abordé de questions politiques[12]. Le *BHF*, appelé les « Émissions en langue allemande » (ELA) jusqu'en 1961, fut créé le 1er octobre 1945 afin de faciliter la réintégration des Cantons de l'Est.

Les émissions étaient dirigées par Irene Janetzky qui les consolida malgré des moyens insuffisants pendant les quinze premières années[13]. La station de radio poursuivait le même objectif que le *Grenz-Echo* depuis 1927. Ce journal était, après la Seconde Guerre mondiale, le seul journal germanophone de Belgique. Porte-parole du PSC entre 1945 et 1965, il garda une tendance catholique conservatrice de 1965 à 1974. Sous la conduite de son rédacteur en chef, Henri Michel, le *Grenz-Echo* fut le seul acteur médiatique influençant le discours politique d'une manière profonde entre 1945 et 1965[14]. Le troisième acteur de l'ensemble des médias de masse était l'*Aachener Volkszeitung*, journal allemand de tendance chrétienne publiant une édition régionale pour les Belges germanophones. Ces trois acteurs se trouvent au centre de notre analyse. Pour le *terminus ad quem*, les premières élections directes du *Rat der deutschen Kulturgemeinschaft* (fr. Conseil de la Communauté culturelle allemande), en mars 1974, semblent une borne pertinente car elles représentent une avancée fondamentale pour l'émancipation politique des Belges germanophones.

I. Vers une vision régionaliste des services publics de radiodiffusion belges

La radiodiffusion publique, les médias et leur importance pour les mouvements régionaux et communautaires ont déjà rencontré beaucoup d'attention au Nord du pays et en rencontrent de plus en plus au Sud. Avec l'apparition de nouvelles structures étatiques en 1930 – l'Institut National de Radiodiffusion apte à encourager le débat politique – le Mouvement Flamand et le Mouvement Wallon se retrouvaient face à une nouvelle pomme de discorde. Pendant l'entre-deux-guerres, les deux mouvements cherchaient à obtenir leurs propres ondes dans

12. Klaus Pabst, "Deutsch auf belgischer Welle : die Anfänge Deutschsprachiger Sendungen im Belgischen Rundfunk 1935-1940", in Wolfgang Jenniges (éd.), *Gestalten und Entwicklungen. Historische Streifzüge zwischen Rhein und Maas*, Saint-Vith, Zwischen Venn und Schneifel, 2004, 253-271. **13.** Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien…*, p. 29-30 ; 47-50. **14.** Cf. Heinz Warny, *Henri Michel. Streiter im Grenz-Echo für Eupen-Malmedy*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2015. Notons qu'il s'agit ici d'un travail journalistique.

le cadre du nouvel institut. Les critiques du Mouvement Wallon face aux évolutions du service public de radiodiffusion étaient fortes. En outre, les militants accusaient l'institut d'être trop influencé par la la Flandre. Dans tous les cas, l'historiographie estime que le Mouvement Wallon se trouvait dans une situation de défense quant au développement de l'Institut national de radiodiffusion[15]. Les grandes lignes des premières évolutions de la radio au niveau des amateurs sont cependant influencées par la vision unioniste prédominante en Belgique[16].

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'importance des médias pour l'évolution de la Belgique vers plus d'autonomie culturelle n'est pas négligeable. Les contacts des médias flamands avec la politique d'une part, et le rôle des journalistes des médias flamands dans la formation d'une identité et d'une culture flamandes visibles d'autre part, ont déjà suscité beaucoup d'intérêt dans l'historiographie[17]. Quelques aspects méritent d'être mentionnés : avec l'invention et le développement de la télévision, l'historiographie considère que « *Vlaanderen filmt Vlaanderen* » est devenu un nouveau paradigme pour les professionnels de la télévision[18]. La *BRT* encourageait surtout l'utilisation du néerlandais standard. En même temps, elle utilisait le néerlandais standard avec des éléments de dialectes flamands afin de donner une atmosphère rustique à ses séries de fiction historique[19].

Les médias francophones et la RTB(F) ont suscité moins d'attention de la part des chercheurs en ce qui concerne les interactions avec la politique et l'importance de la radio et de la télévision pour le sentiment d'union au sein de la communauté de langue française[20]. Il est indéniable que le journal télévisé était au début un relais de Paris. La RTB participait également à des structures comme la Communauté radiophonique des programmes de langue française. À partir de 1960, la RTB a cependant marqué plus d'intérêt pour des émissions traitant des traditions et du folklore wallons à travers « *Images de Wallonie* » (1960-1962) ou « *Folklore Wallon* » (1972-1982). Randazzo qualifie

15. Paul Delforge, "Radiodiffusion (1920-1980)", in Paul Delforge, Philippe Destatte et Micheline Libon (éds.), *Encyclopédie du Mouvement wallon. T. 3 : Lettres O - Z*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2001, p. 1328-1329. **16.** Jan Mestdagh, *De cultuur van het Belgische radioamateurisme en de opkomende mainstreamcultuur in het interbellum*, Mémoire de master en histoire, inédit, Université de Gand (UGent), 2016. **17.** Un numéro de la *RBHC* (vol. 39, 2009) a notamment discuté des fruits de ces recherches. Les exemples sont nombreux, cf. par exemple Alexander Dhoest et Hilde van den Bulck (éds.), *Publieke televisie in Vlaanderen : een geschiedenis*, Gand, Academia Press, 2007 ; Alexander Dhoest, "La construction discursive de la télévision flamande comme média 'national'", in Gilles Delavaud et Denis Maréchal (éds.), *Télévision : le moment expérimental. De l'invention à l'institution (1935-1955)*, Paris, Éditions Apogée, 2011, p. 45-55. **18.** Lieve Desmet, "Waarheen met het nieuws? Ontwikkeling van nieuwsconcepten en informatieproductie", in Alexander Dhoest et Hilde van den Bulck (éds.), *Publieke televisie in Vlaanderen : een geschiedenis*, Gand, Academia Press, 2007, p. 208. **19.** Alexander Dhoest, "Negotiating Images of the Nation : The Production of Flemish TV Drama, 1953-89", in *Media, Culture & Society*, vol. 26 (1 mai 2004), n° 3, p. 397. **20.** Cf. par exemple les importants travaux Anne Roekens, *Mon bel écran, dis-moi qui est encore belge... La RTB(F) face au débat identitaire wallon, 1962-2000*, Namur, Presses universitaires de Namur, 2009 ; Muriel Hanot, "Le pari de l'expérience dans un paysage audiovisuel marqué par la concurrence. Histoire d'un journal télévisé francophone qui n'en était pas un, 1953-1956", in *RBHC/BTNG*, vol. 39 (2009), no 1-2, p. 123-137.

cette phase, à la fin des années cinquante, de « progressive émancipation du relais de Paris »[21]. Il en ressort que le concept identitaire de la Wallonie était plutôt connecté à l'économie et qu'à la RTB, les responsables, en l'occurrence Robert Wangermée[22], et les journalistes, surtout Henri Mordant[23], prenaient leurs distances face à la culture française en encourageant un concept identitaire wallon matérialiste basé sur l'économie et sur le passé industriel de certaines parties de la région[24]. Micciche atteste également de cette focalisation sur des sujets liés aux problèmes économiques et au passé industriel dans les émissions de la RTB consacrées à Charleroi[25]. La différence entre le concept de « Wallonie noire » et de « Wallonie verte » – c'est-à-dire entre la Wallonie industrielle et la Wallonie rurale – semble moins exposée dans la programmation des médias audiovisuels. Ce constat est également typique des années septante et quatre-vingt. Cependant, au niveau institutionnel, la RTB s'implantait alors de plus en plus dans différents centres de production régionaux[26].

Dans ce contexte de cheminement vers une régionalisation de la radiodiffusion publique, Saeys estime que les différents conseils et commissions ont été largement influencés par la répartition du conseil d'administration de la *BRT* et de la RTB dont la composition représentait assez bien les différentes tendances politiques belges. Entre 1960 et 1970, seize membres des conseils d'administration furent nommés par la Chambre et le Sénat. Les postes importants de la RTB/*BRT* furent alors occupés par des membres des trois partis nationaux[27]. Une double lecture peut être également appliquée pour ce qui concerne la région de langue allemande : d'une part, les conflits concernant l'autonomie culturelle et, d'autre part, les questions découlant de la pilarisation de la société belge.

21. Annie Randazzo, *Patrimoine et Archives Audiovisuelles en Belgique Francophone. La Sauvegarde des Archives de la RTBF (1930-2007) : Problématique, Enjeux et Perspectives*, Mémoire de bachelier bibliothécaire-documentaliste, inédit, Institut Jean-Pierre Lallemand, Bruxelles, 2014, p. 65. **22.** Robert Wangermée (21 septembre 1920, Lodelinsart) mérite d'être mentionné comme un pionnier de la musicologie à l'ULB où il enseigna cette matière dès 1948. Il fut directeur général de la RTB entre 1960 et 1984. Au sein de l'Union Européenne de Radio-Télévision (UER / EBU), il fonda le comité de la radio et y joua un rôle essentiel, voulant faire évoluer la radio face à la concurrence de la télévision. Philippe Caufriez, *Histoire de la radio francophone en Belgique,* Bruxelles, CRISP, 2015, p. 195 ; Alexander Badenoch, "Die europäische Wiedergeburt des Radios ? Die Entwicklung und Arbeit des EBU-Radioprogrammkomitees", in *Rundfunk und Geschichte*, 36 (2010) 1-2, p. 7. **23.** Henri Mordant (2 juillet 1927 Herstal – 2 juillet 1998), docteur en droit de l'Université de Liège, fit carrière au sein de l'INR et de la RTB. Il abordait surtout les thèmes concernant l'histoire, l'économie ou la société wallonnes (*Le Magazine des Consommateurs*, *Neuf Millions* ou *Wallonie*) en employant un style pédagogique. Il fut président du Rassemblement Wallon de 1979 à 1983. Paul Delforge, "Henri Mordant", in Paul Delforge, *Encyclopédie du mouvement wallon. T. 4 : Parlementaires et ministres de la Wallonie (1974-2009)*, Namur, Institut Jules Destrée, 2010, p. 451-452. **24.** Anne Roekens, "La série "Wallonie" (1962-1969, 1991-1995)"..., p. 288. **25.** Alexandra Micciche, *L'image de Charleroi à travers les journaux télévisés de la R.T.B.(F.) (1965-2005)*, Mémoire de master en Histoire, inédit, ULB, 2015. **26.** L'avenir de l'historiographie sur la RTB semble prometteuse, cf. Flore Plisnier, *La RTB entre 1960 et 1977 : pluralisme, autonomie culturelle et tutelle politique*, Thèse de doctorat en histoire, ULB, 2017. **27.** Fried Saeys, "Statuut, organisatie en financiering van de openbare televisieomroep in Vlaanderen", in Alexander Dhoest et Hilde van den Bulck (éds.), *Publieke televisie...*, p. 23-53.

II. Un outil apte à encourager l'autonomie culturelle

Après la Seconde Guerre mondiale, les ELA n'abordaient pas la culture allemande. Bien au contraire, les ondes de la radio étaient surtout utilisées pour familiariser la population germanophone avec la vie dans la mère-patrie belge, comme l'illustrent les thèmes abordés dans les ELA : l'histoire et la (les) culture(s) de l'« intérieur du pays ». Jusqu'à la fin des années soixante, les consignes de la direction du *BHF* avaient un sens très clair : elles essayaient de promouvoir l'adhésion nationale des Belges germanophones tout en laissant une large marge de manœuvre à la liberté de presse.

Après n'avoir employé que deux journalistes sous contrat fixe jusqu'à la fin des années 1960, le *BHF* put, grâce à un budget croissant, engager trois nouveaux journalistes à partir de 1968. Il s'agit de Hubert Jenniges[28], Peter Thomas[29] et Horst Schröder[30]. Tous les trois avaient connu des parcours semblables. Ils avaient d'abord fréquenté des écoles en région de langue française de Belgique et puis fait leurs études à Louvain. Ils travaillaient depuis Bruxelles et étaient conscients de leur appartenance à une communauté culturelle qui n'était ni wallonne, ni française, ni flamande. Ils avaient une image de la Belgique qui différait en grande partie de celle de la population de la région de langue allemande car ils connaissaient l'intérieur du pays et étaient en contact avec des idées prévoyant un nouveau statut pour les régions belges. Or, ces idées étaient diffusées avec beaucoup de retard à travers le *Grenz-Echo* qui essayait de préserver l'image d'une Belgique unie pendant les années soixante.

Les quatre journalistes – Rudolf Klinkenberg, Joseph Lehnen, Paul Maraite et Hans Engels – qui travaillaient pour les émissions à partir de 1972 sous contrat fixe avaient des modes de vie beaucoup plus hétérogènes. Nous savons toutefois qu'en 1972, la plupart des journalistes qui étaient sous contrat fixe et la majorité

28. Né en 1934 à Manderfeld, Hubert Jenniges passa sa jeunesse à Afst, un petit village à la frontière belgo-allemande. Il fréquenta le Collège Marie-Thérèse à Herve et étudia les langues romanes et l'histoire à l'université de Louvain. Après une courte période pendant laquelle il travailla à l'école épiscopale à Saint-Vith, il fut, durant quelques années, employé libre pour le *BHF*. Jenniges fut finalement nommé en 1969 et travailla jusqu'à sa retraite au *BHF* et au *BRF*. Il décéda en 2012 à Gand. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire régionale et fut le cofondateur de l'association historique "Zwischen Venn und Schneifel" qui influença, depuis sa fondation, l'historiographie régionale. Malgré sa fonction de correspondant bruxellois du BHF, il restait très attaché à sa région d'origine. Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien…*, p. 52. **29.** Né le 4 juillet 1942 à Krewinkel, village proche de la frontière belgo-allemande, Peter Thomas fréquenta l'Institut des Sœurs Notre-Dame à Bastogne, où il comprit très vite que son identité n'était pas celle des autres (trad.) : "Le premier mot que j'ai appris était 'sale boche'… C'était un incroyable stimulant afin de devenir proactif". En 1960, il obtint son baccalauréat à l'école épiscopale de Saint-Vith. Thomas étudia les langues germaniques à l'université de Louvain jusqu'en 1965 et continua ses études à Bonn et à Aix-la-Chapelle. Il devint rédacteur en chef du *BHF* en 1978 et le demeura jusqu'en 1991. *Ibidem*. **30.** La vie de Horst Schröder n'a pas encore réellement retenu l'attention des chercheurs. On sait qu'il a fait ses études à l'Université de Louvain, qu'il avait le même âge que Peter Thomas et qu'il était saint-vithois. Il était particulièrement sensible aux évolutions internes à la Belgique. Dans ses émissions, il évoquait surtout la culture allemande (cf. infra pour le "cas Schröder"). Andreas Fickers, "Die ostbelgischen Medien als Akteur der Autonomiedebatte. Von der Polarisierung zur Meinungsvielfalt"…, p. 228.

L'ancien logo du Belgischer Hörfunk. (Source : Archives du BRF, Eupen, Logo du BHF, 1970).

du personnel administratif du *BHF* – à l'exception de la direction et de deux journalistes ; l'un des deux sera, quelques années plus tard, membre du *Christlich-Soziale Partei (CSP)* – étaient membres du *Partei der deutschsprachigen Belgier* (*PDB*), un parti régionaliste favorable à davantage d'autonomie culturelle. Le *PDB* fut créé en décembre 1971 en réaction à la discrimination politique, sociale, culturelle et économique ressentie par la minorité germanophone du pays. Le parti luttait pour l'émancipation de cette minorité. Il était fortement influencé par le contexte socio-culturel catholique et conservateur de la région de langue allemande et pourrait être considéré comme un mouvement dissident du PSC. Certains leaders du parti étaient néanmoins affiliés au PLP ou se déclaraient influencés par la Nouvelle Question sociale. Soulignons que le *PDB* se considérait comme un mouvement de rassemblement de tous les Belges germanophones[31]. Il faut rappeler que le PSC fut le parti prédominant jusqu'aux années septante en région de langue allemande. Depuis 1970, il existait néanmoins de fortes tendances à un renouvellement au sein du parti. Sous la pression de quelques sections du parti, le PSC germanophone rompit avec la centrale du parti à Verviers et fonda le *CSP* qui fut reconnu en 1972 comme autonome dans les matières concernant les Belges germanophones. Le *CSP* se trouvait sous l'influence de forces de plus en plus jeunes et en faveur de plus d'autonomie culturelle. Ses revendications n'étaient cependant jamais aussi poussées que les exigences du *PDB* parce que le *CSP* devait en outre tenir compte de la politique de ses « partis-frères ». Tous ces mouvements favorables à plus d'autonomie culturelle sont fortement influencés par différentes questions sociales qui se posaient surtout au Sud de la région de langue allemande[32]. Il faut citer l'exemple de l'enseignement dans la langue maternelle qui jouait évidemment un rôle important pour la promotion sociale[33]. Ce thème était abordé sans cesse par les journalistes du *BHF* et était d'une importance majeure pour le *PDB* et le *CSP* au Sud de la région de langue allemande. Il existe néanmoins d'autres champs thématiques, à commencer par les débats au sein desquels les Belges germanophones se greffaient sur les revendications des communautés française et flamande. À titre d'exemple, prenons le débat autour de l'article 59ter de la Constitution belge. Certains mouvements en région de langue allemande revendiquaient un conseil culturel responsable de la région de langue allemande avec un pouvoir équivalent. D'autre part, il existait un débat plus large autour de l'autonomie culturelle. Les problématiques connexes doivent être prises en considération afin d'éviter de le sous-estimer ou de sous-entendre une téléologie. Citons par exemple le débat au sujet des indemnisations des sinistrés de la Seconde Guerre mondiale, le discours autour des pensions et du statut des anciens combattants d'Eupen-Malmedy[34], la représentation au niveau national des res-

31. Leonie Neuens, À la base d'un parti régionaliste : La création du PDB (Parti des Belges de langue allemande) en 1971. Acteurs et controverses, Mémoire de master en histoire, inédit, Université de Liège, 2012, p. 143. **32.** Christoph Brüll, Freddy Cremer et Werner Miessen, "Hilf dir selbst, so hilft dir Gott! Verzerrende Geschichtsbilder und fehlendes Selbstbewusstsein", in Christoph Brüll et Carlo Lejeune (éds.), *Grenzerfahrungen...*, p. 68-78. **33.** Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien...*, p. 139-149. **34.** Peter Quadflieg, "Keine Lösung für die Zwangssoldaten ? Kampf um Anerkennung und Statut", in Christoph Brüll et Carlo Lejeune (éds.), *Grenzerfahrungen...*, p. 34-46.

sortissants de la région de langue allemande[35], la construction d'infrastructures[36], le début de la *Vergangenheitsbewältigung*[37], les subventions pour la région de langue allemande, ou bien la traduction des lois et des documents officiels en langue allemande.

En ce qui concerne les contacts entre les journalistes du *BHF* et du *PDB*, le rôle de médiateur de Hubert Jenniges apparaît clairement dans les sources et témoignages. En revanche, il n'est pas certain que ce soit lui qui récolta des dons pour ce parti parmi les affiliés domiciliés en dehors de la région de langue allemande[38]. Jenniges révélait ses opinions politiques à travers différents documents de position comme les « *Gedanken* über *eine ehrliche Grenzland- und Minderheiten Politik* » (fr. Idées concernant une politique frontalière honnête par rapport aux minorités). Il y formulait 16 points afin d'encourager l'échange entre les peuples européens et proposait en outre d'utiliser les médias[39]. Jenniges se prononçait clairement pour une Europe des régions et montrait à la fois son attachement à sa région d'origine et sa vision européenne. Ces deux tendances peuvent être perçues à travers son travail au *BHF*. Dans ce contexte, il faut remarquer que, entre 1960 et 1975, les journalistes de la *BRT* étaient soumis à un quota politique[40]. Le Conseil Culturel Consultatif du *BHF* essaya également d'instaurer ce type de quota en région de langue allemande, mais cette tentative a échoué[41].

De leur côté, les journalistes du *Grenz-Echo*, qui travaillaient souvent en tant que journalistes indépendants pour le *BHF*, étaient dans la plupart des cas des membres du PSC. Cela sous-entend qu'il existait un écart important entre les journalistes du *Grenz-Echo* et les journalistes du *BHF* parce que la station radiophonique constituait une concurrence pour le journal et que le *PDB* sapait la position favorable du parti social-chrétien germanophone en attirant un électorat semblable.

La ligne de fracture entre le *Grenz-Echo* et le *BHF* peut être résumée comme suit : les journalistes du *Grenz-Echo* étaient beaucoup plus

35. On doit ajouter la revendication de création d'une circonscription électorale. Christoph Brüll, Freddy Cremer et Werner Miessen, "'Hilf dir selbst, so hilft dir Gott!'"..., p. 46-104. **36.** Peter Quadflieg, "Übergang, Anpassung, Boom. Regionale Wirtschaftentwicklung im europäischen Rahmen", in Christoph Brüll et Carlo Lejeune (éds.)..., p. 118-187. **37.** Christoph Brüll, "Geschichtsvereine und Geschichtsbewusstsein in der DG (3. und letzter Teil)", in *Zwischen Venn und Schneifel*, vol. 3 (mars 2016), p. 55 ; Christoph Brüll, "Historiographie und Zeitgeschichte in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens : eine Bestandsaufnahme", in Christoph Brüll (éd.), *Zoom 1920-2010. Nachbarschaften neun Jahrzehnte nach Versailles*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2012, p. 145-163 ; Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien...*, p. 106-111. **38.** "Mitglieder außerhalb des deutschen Sprachgebietes" (SAE (Staatsarchiv Eupen), *fonds privés*, n° 94) de 1972. Il s'agit de sommes relativement négligeables (ajustées selon l'inflation). **39.** *"[...] Mobilität der Ideen durch die Förderung grenzüberschreitender Kommunikationsmittel ; gemeinsame Regionalzeitungen, gemeinsame Rundfunk- und TV-Sendungen, Gründung eines gemeinsamen Presseverbandes[...]"* Fr. trad. [Il faut encourager] l'échange des idées à travers des moyens de communication transfrontaliers ; [à travers] des journaux régionaux communs, des émissions radiodiffusées et télédiffusées communes, la création d'une association de presse commune [...] "*Gedanken über eine ehrliche Grenzland- und Minderheiten Politik*" (SAE, *fonds privés*, n° 38) **40.** Lieve Desmet, "Overheidscontrole op bewegend beeld"..., p. 242. **41.** Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien, op. cit*, p. 56.

De gauche à droite : Peter Thomas, Freddy Derwahl et Hans Engels, journalistes du BHF. (Source : Archives du BRF, Eupen, Foto Willy Timmermann, Peter Thomas, Freddy Derwahl et Hans Engels, journalistes du BHF, s.d.)

conservateurs par rapport aux questions de l'autonomie culturelle. Cependant, il existait une différence entre les journalistes fondateurs du *Grenz-Echo* et la nouvelle génération, née à partir de la moitié des années cinquante. Le premier groupe était plus politisé que le deuxième et semble avoir mélangé ses opinions politiques aux contributions radiophoniques du *BHF*. D'autre part, les collaborateurs du *BHF* liés au *PDB* n'étaient pas seulement membres du parti ; ils faisaient des dons au parti et ils ne manquaient pas d'attirer l'attention des ministres responsables sur la cause de Belges germanophones, ni de donner le programme du *PDB* après avoir réalisé leurs interviews[42]. De ce fait, il faut probablement remettre en cause la neutralité de ces journalistes. On doit néanmoins remarquer que les collaborateurs du *BHF* entretenaient aussi de bons contacts avec les militants des autres partis. De plus, les journalistes du *BHF* et les militants germanophones en faveur de plus d'autonomie culturelle se rencontraient dans des associations comme le *Europäische Erzieherbund* qui favorisait les contacts inter-européens[43].

Il serait cependant trop facile de considérer que tous les journalistes ont utilisé les ondes du *BHF* pour leurs combats politiques. Pour la plupart d'entre eux – et surtout pour ceux qui travaillaient pour le *BHF* à partir de 1972 – les archives ne révèlent pas un lien fort avec un parti politique. De plus, leurs avis politiques ne peuvent pas être retracés à travers les programmes diffusés par la station de radio. Les interprétations permettant d'analyser cet éloignement du combat politique sont multiples : le respect pour la déontologie journalistique, le fait que la période 1972-1974 n'était plus décisive pour la réforme de l'Etat – dans la mesure où la grande question de la reconnaissance constitutionnelle des droits des germanophones était réglée – ou une circonspection générale face aux questions politiques. Du moins les journalistes travaillant à partir de 1972 pour le *BHF* étaient-ils plus subtils par rapport aux sujets politiques négociés. De plus, les nouveaux thèmes abordés étaient plus diffus et variés. On parlait ainsi de la composition et du mode d'élection du *Rat der deutschen Kulturgemeinschaft* – la concrétisation des lois concernant le 59ter restait encore un sujet brûlant –, et de la question d'une fédération des communes germanophones. Par ailleurs, des débats autour de la régionalisation – le fameux article 107quater – avaient également commencé en région de langue allemande et la *Kriegsschädenfrage* – sujet concernant les compensations pour les sinistrés de guerre des Cantons de l'Est – n'était toujours pas résolue. Il faut également remarquer, qu'à partir de 1970, le mouvement germanophone favorable à plus d'autonomie culturelle (le *CSP* et le *PDB*) avait obtenu plusieurs portevoix. Il n'était dès lors plus réellement nécessaire pour les journalistes du *BHF* d'aborder de nouveaux sujets considérés comme trop autonomistes par les vieux cadres du PSB, PLP et PSC. La nouvelle génération d'hommes politiques prenait automatiquement comme thème les questions liées à l'autonomie. D'autre part, le divorce de la *BRT* et de la RTB se nouait. Les directeurs des institutions ont posé des jalons pour l'indépendance du *BHF* et la directrice des émissions a atteint l'âge de la retraite

42. Lettre d'un journaliste du *BHF* à Luc Dhoore du 17 avril 1972 (SAE, fonds privés, n° 38).
43. BRF (éd.), *60 Jahre Belgischer Rundfunk...*, p. 321.

en 1974. Cela n'a évidemment pas échappé aux journalistes. Un certain opportunisme doit également avoir influencé la couverture des speakers à partir de 1972.

Néanmoins, la couverture des émissions n'était pas seulement influencée par les speakers du *BHF*, mais aussi par le Conseil Culturel Consultatif, organe de consultation de la Commission Culturelle – *Cultureel College* de l'Institut des Services Communs. Cet organe consultatif fut composé par différents acteurs médiatiques de la région de langue allemande de Belgique.

III. La pression de la politique

Après les collaborateurs sous contrat fixe et les collaborateurs indépendants du *BHF*, un troisième groupe mérite d'être analysé : le Conseil Culturel Consultatif. Il était composé de trois membres appartenant au PSC (Joseph Schmitz, attaché germanophone au Cabinet du Premier ministre, Heinrich Cremer, président du PSC verviétois, Heinrich Toussaint, rédacteur en chef du *Grenz-Echo*), d'un membre du parti libéral (Raymund Graf, ex-rédacteur en chef de la *St.-Vither Zeitung*, journal saint-vithois de tendance chrétienne, et corédacteur en chef du *Grenz-Echo*) et d'un membre du parti socialiste[44]. Le Conseil Culturel Consultatif, essayait d'influencer le discours des ELA. L'exemple par excellence est probablement l'« affaire Schröder ». Le journaliste Horst Schröder fut renvoyé sans préavis après un an de stage. Jusqu'ici, l'historiographie considérait que le journaliste avait été renvoyé sous la pression du Conseil Culturel Consultatif à cause de ses émissions trop politisées et en faveur de plus d'autonomie culturelle[45]. Cet avis prédominait également dans la sphère publique. Différentes listes de signatures ont soutenu le travail de Schröder et les courriers de lecteurs aux journaux germanophones étaient également émotionnels. Même l'aile germanophone du PSC estimait que les militants du *CSP* siégeant au Conseil Culturel Consultatif avaient employé des méthodes qui « ne sont pas dignes d'un politique démocrate »[46]. On est cependant conduit à constater que le journaliste en question avait reçu différentes évaluations négatives de la part de la direction du *BHF* et qu'il était sous la surveillance de Peter Moutschen, secrétaire de la rédaction entre 1966 et 1974, puis directeur, qui est pourtant proche du mouvement germanophone en faveur de plus d'autonomie culturelle[47].

Il est cependant vrai que la direction du *BHF* a finalement suggéré de nommer Schröder et que le Conseil Culturel Consultatif et la Commission Culturelle de l'ISC n'ont pas donné une suite favorable à cette recommandation. L'affaire montre deux choses : la partie de la population favorable à plus d'autonomie culturelle voulait présenter une certaine image de l'affaire et se révoltait contre le vieux *CSP*

44. *Idem*, p. 304. **45.** L'"affaire Schröder" a trouvé une certaine attention dans l'historiographie. Voir notamment Katrin Hammerschmidt, *Le BRF...*, p. 76 ; Leonie Neuens, *La création du PDB...*, p. 110 ; Hubert Jenniges, *Hinter Ostbelgischen Kulissen. Stationen auf dem Weg zur Autonomie des deutschen Sprachgebietes in Belgien (1968-1972)*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2001, p. 69-71. Constatons que l'ouvrage de Jenniges relève d'une observation participative. **46.** "[...] in dieser Frage Methoden angewandt die eines demokratischen Politikers nicht würdig sind." SAE, fonds privés, Versammlung vom 29 octobre 1970. **47.** Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien...*, p. 50.

L'équipe du BHF, à droite Irene Janetzky, fondatrice des Emissions en Langue Allemande, deuxième à gauche Peter Moutschen, secrétaire de la rédaction. (source : BRF (éd), 18h Hier ist der Belgische Rundfunk, Eupen, 1990, p. 32).

qui, selon elle, combattait une vision large de l'autonomie culturelle des Belges germanophones. De plus, la réaction des membres du *CSP* prouve que l'aile autonomiste et l'aile conservatrice s'étripaient. L'« affaire Schröder » cristallisa forcément les tensions existant entre le Conseil Culturel Consultatif – majoritairement composé de membres du PSC – et les journalistes du *BHF* favorables à plus d'autonomie culturelle.

Cet épisode et la pression politique qu'il a engendrée correspondent assez bien aux développements globaux de la pression politique sur les services publics de radiodiffusion. Anne Roekens mentionne ainsi l'interdiction de l'émission « *La Wallonie* » en 1965 en raison d'un « manque d'impartialité »[48]. Lieve Desmet remarque que, dans les années soixante, cette pression de la politique sur le « *televisiejournaal* » et les journalistes existait également en Flandre[49]. Ce processus doit être analysé dans le contexte de l'élaboration du « statut Harmel ». Les médias audiovisuels possédaient de plus en plus ou plus d'indépendance depuis 1960. Dans ce contexte, la politique et les stations publiques de radiodiffusion ont testé leurs pouvoirs sous le nouveau statut. Constatons dès lors qu'un éveil politique de la part des journalistes existait parallèlement à la RTB et à la *BRT* durant les années soixante. La réponse politique qui les a frappées a touché la couverture médiatique croissante du *BHF* avec un peu de retard. Or, la pression sur les responsables du *BHF* avait déjà commencé beaucoup plus tôt et préoccupait la direction, le conseil et les directeurs du *BHF* dès 1968/69. On constatera cependant que les collaborateurs du *BHF* étaient parfois pris en tenaille entre, d'une part, l'objectivité et, d'autre part, une évocation de l'autonomie culturelle et de la culture allemande considérée comme excessive.

Le *BHF* n'est pourtant pas le seul acteur du paysage médiatique à avoir souffert sous la pression de certains membres du Conseil Culturel Consultatif. L'*Aachener Volkszeitung* était également au centre de l'attention de cet organe. Il faut constater que la création de l'édition régionale est un choc pour les milieux politiques des Cantons de l'Est, de la Belgique et de l'Allemagne car le PSC germanophone n'avait plus la haute main sur la couverture médiatique de la presse écrite. Une précision s'impose : entre la création de l'édition le 8 mars 1965 et septembre 1965, le journal n'a pas attiré l'attention du milieu politique. C'est le recrutement de Willy Timmermann[50] et l'acquisition d'un bureau régional qui ont provoqué les premiers échos. Il est vrai qu'il était question, tout comme avec le *Grenz-Echo*, d'un journal catholique. Cependant, il s'agissait d'un journal allemand. Ces deux aspects sont d'une importance majeure pour le discours autour de la création de l'*Ostbelgienausgabe,* l'édition pour l'Est de la Belgique. D'une part, les milieux politiques de la région de langue allemande voulaient empêcher l'immixtion d'un journal étranger dans les affaires politiques de la Belgique et, d'autre part, les membres du PSC croyaient que l'*Aachener Volkszeitung*, en tant que journal catholique, devait suivre la même ligne politique que le *Grenz-Echo*. *A contrario* et par la force des choses, l'*Aachener Volkszeitung* devait suivre une autre ligne politique afin d'atteindre un autre public cible.

48. Anne Roekens, "La série "Wallonie""..., p. 281. **49.** Lieve Desmet, "Overheidscontrole op bewegend beeld"..., p. 237-263. **50.** Cf. infra.

La peur de l'ingérence d'un journal allemand amena le commissaire d'arrondissement adjoint de Verviers, Henri Hoen, à observer la couverture médiatique du journal et à envoyer des rapports réguliers au ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, et au ministre de l'Intérieur, Alfons Vranckx. Dans une note au roi, Hoen écrivit : « il est indéniable que la diffusion de ce quotidien allemand dans la région ne peut être envisagée favorablement [...] il n'empêche que le fait pour les lecteurs de cette feuille de lire régulièrement des articles de fond, de politique générale ou culturels, présentés dans l'optique allemande, pourrait exercer une certaine influence sur la mentalité de la population, et l'orienter davantage vers les institutions allemandes [...] »[51]. La création d'une telle édition préoccupait également les cercles diplomatiques à Bonn et à Bruxelles. Quant à Kurt Grünebaum, journaliste du *Peuple*, il faisait pareillement front contre le journal en écrivant au bourgmestre de la ville d'Aix-la-Chapelle, Hermann Heusch, et en publiant des articles dans la *Neue Zürcher Zeitung* et dans *Le Peuple*. Grünebaum avait vécu la guerre et luttait pour le respect – et non l'émancipation – de la langue allemande dans un État unitaire. Il utilisait tous les canaux à sa disposition – *Le Peuple*, le *Grenz-Echo*, le *BHF*, le *Escher Tageblatt*, journal socialiste de la *Minette* luxembourgeoise – afin de promouvoir sa vision du futur statut de la langue allemande en Belgique[52]. Du côté allemand, les médias observaient avec attention ce qui se passait à la frontière belgo-allemande. En outre, le *Zweites Deutsches Fernsehen* (*ZDF*) et différentes feuilles ont consacré une part de leur couverture médiatique à la création du journal aixois[53]. Deux raisons sont à invoquer : chaque tentative d'ingérence pouvait être interprétée comme un écho à la politique allemande de l'entre-deux-guerres ; en outre, la RFA ne voulait pas s'exposer aux critiques récurrentes (« fascistes de Bonn ») de la télévision d'État de la RDA qui avait trouvé ce point d'attaque en parlant « d'une prise de pouvoir obscure »[54].

Un phénomène semblable existait également à la frontière belgo-française. Le *Nord-Éclair*, quotidien de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, diffusait une édition régionale pour la région de Mouscron-Tournai-Mons. Au premier regard, les journaux français et allemand étaient placés sur un pied d'égalité avec la concurrence belge. Cependant, une précision s'impose : ces journaux n'avaient pas accès à la sphère publique médiatique comme tous les autres journaux belges. Il était interdit aux journalistes du *BHF* et de la RTB d'intégrer à la revue de presse les articles des journaux étrangers publiant une édition régionale pour la Belgique[55]. Le Conseil Culturel Consultatif a discuté de l'essor de l'*Aachener Volkszeitung* dans le contexte de la revue de presse

51. Note relative à l'introduction du journal "*Aachener Volkszeitung*" d'Aix-la-Chapelle, dans l'Est de la Belgique, s.d. (SAE, fonds Bezirkskommissariat, n°2483). **52.** Heinz Warny, *Kg. Brüssel*... Sa nécrologie contient également des informations importantes : Guy Vanhaeverbeke (dir.), *Kurt Grünebaum. Historien du moment – journaliste omniprésent*. s.n., s.l., 1988. **53.** Le *ZDF* consacre également une émission à la création de l'*Aachener Volkszeitung* le 23 septembre 1965. Dans ce contexte, les réalisateurs de l'émission font une interview d'Henri Michel. "(1961-1967), Viel Lärm um Nichts. Zeitungskrieg an der deutsch-belgischen Grenze, p. 3" (Privatarchiv Fickers, Neidingen, fonds Schifflers, liasse "Schutz und Pflege der Muttersprache"). **54.** Andreas Fickers, "Die ostbelgischen Medien"..., p. 227. **55.** ABRF (Archives du *BRF*), Eupen, p.v. N° 42 du CCC (Conseil Culturel Consultatif) (26/09/1969), p. 11. Il n'existe malheureusement pas de plan d'invenoriage pour des archives du *BRF*.

Prise de pouvoir obscure ? Maria Vanderbiesen (BRT, à droite) et Roland Wohlleben (stagiaire allemand, à gauche) sont significatifs pour la collaboration fructueuse du BHF avec les stations de radio allemandes et la BRT. (Source : Archives privées Wolfgang Jenniges, Andler, Maria Vanderbiesen (BRT) et Roland Wohlleben (stagiaire allemand), 1962).

au cours de quelques rencontres, mais il n'a pas voulu donner de suite favorable au sujet[56]. Cela n'est pas étonnant. Rappelons que la direction de la RTB avait pointé « les confusions qui peuvent exister » entre la fonction d'un rédacteur en chef du *Grenz-Echo* et son poste au sein du Conseil Culturel Consultatif. En effet, Henri Michel occupait ces deux positions, tout comme son successeur Heinrich Toussaint[57]. Tenant les rênes du *Grenz-Echo* – unique journal belge en langue allemande – tous deux voulaient défendre sa position de premier plan contre la concurrence étrangère. Afin de se justifier, le Conseil Culturel Consultatif citait l'exemple des deux journaux français : les éditions belges du *Nord-Eclair* et de l'Étoile du Nord n'étaient pas davantage reconnues comme des journaux belges par la RTB. Elles étaient dès lors également exclues de la revue de presse radiophonique.

Tous ces parallélismes ne doivent pas occulter un élément important du discours autour de la création de l'*Aachener Volkszeitung* : l'argument-massue visait à stigmatiser son lancement comme un nouveau projet de « l'Allemagne impérialiste » qui essaierait de reprendre pied en région de langue allemande.[58] Les partis traditionnels ont continué de surveiller le journal comme du lait sur le feu. Nous avons souligné que le Conseil Culturel Consultatif interdisait toute citation du journal dans la revue de presse belge. Willy Timmermann, le rédacteur en chef de l'édition régionale, était également *persona non grata* au *BHF* pour le Conseil Culturel Consultatif. Nous avons évoqué les tensions entre les journalistes du *BHF* et les journalistes du *Grenz-Echo*. Or, en ce qui concerne la collaboration entre l'*Aachener Volkszeitung* et les journalistes du *BHF*, il faut constater que ces tensions n'existaient pas. Bien au contraire, il semble avoir existé une collaboration fructueuse et cachée entre le journal aixois et la radio. La personnalité de Timmermann est un facteur explicatif central. Il se montre révolté, défend des positions progressistes en ce qui concerne l'autonomie culturelle et essaye d'encourager le discours du *BHF*. Il était en outre le cofondateur de cercles et associations aidant à résoudre les problèmes des Belges germanophones : un conseil de parents d'élèves germanophones pour les écoles libres et une association pour les handicapés germanophones[59].

Deux exemples illustrent le fait que la pression s'étendait au-delà de la couverture médiatique du *BHF*. En effet, les membres du conseil en question essayaient d'influencer également le discours de l'organe de presse allemand. C'était le cas de Heinrich Cremer, président germanophone de la section verviétoise du PSC, lors des élections de 1968. Un échange de lettres entre ce dernier et Konrad Simon, rédacteur en chef de l'*Aachener Volkszeitung* et président de l'association des publicistes catholiques (*Gesellschaft*

56. On évoqua cette question lors des séances du 4 avril, du 12 juin et du 10 septembre 1969 du Conseil Culturel Consultatif (cf. ABRF, Eupen, p.v. du 4 avril, 12 juin et 10 septembre 1969 du CCC). **57.** AGR, BRT-IGD, n° 2486, I.N.R. Conseil de Gestion, Extrait du P.V. 12 D.S.I. 5060 (046) – Emissions en langue allemande – Article publié par le *Grenz-Echo* le 23 juin 1961, p. 19-20. **58.** Christoph Brüll, "Vom Reichsbeauftragten für Eupen-Malmedy zum Staatssekretär der Regierung Adenauer: Franz Thedieck (1900-1995)", in : Christoph Brüll, Els Herrebout et Peter M. Quadflieg (éds.), *Eine ostbelgische Stunde Null? Eliten aus Eupen und Malmedy vor und nach 1944*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2013, p. 95. **59.** Vitus Sproten, *Ostbelgien hört Ostbelgien...*, p. 71.

Katholischer Publizisten)[60], montre que Timmermann était invité à se tenir à l'écart du scrutin. La lettre révèle également qu'il existait plusieurs réclamations datant d'avant cette intervention du membre du PSC. L'importance de cette lettre est illustrée par le fait qu'un double a été envoyé à l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles et qu'il existe une copie aux archives du commissariat d'arrondissement[61]. Le rédacteur en chef du journal allemand essayait de remédier aux critiques en contrôlant, avant leur publication, les articles de Willy Timmermann ayant un caractère politique[62].

Les membres du PSC argumentaient qu'un journal social-chrétien comme l'*Aachener Volkszeitung* ne pouvait pas mener de campagne électorale contre un parti social-chrétien d'un autre pays. L'objectif principal était en réalité d'étouffer l'*Aachener Volkszeitung* lors des élections de 1968 dans la mesure où la publicité électorale de ce journal était fortement influencée par des financiers du PLP de la région d'expression allemande. Cette intervention fut un échec. L'*Aachener Volkszeitung* imprima bien la publicité du PLP et le succès des libéraux dans les Cantons de l'Est fut qualifié de « *Blaue Sturmflut* » (fr. raz-de-marée bleu)[63]. Ces tensions doivent être lues dans le contexte de l'élaboration de l'autonomie culturelle car le rédacteur en chef de l'*Aachener Volkszeitung* se prononçait largement en faveur de l'émancipation culturelle des Belges germanophones. Le *Grenz-Echo* restait, lui, beaucoup plus conservateur à l'égard d'une égalité des droits des trois communautés culturelles composant la Belgique.

Après l'échec de 1968, on ne voulut rien laisser au hasard. Pour les élections de 1971, le rédacteur en chef de l'édition régionale pour les Cantons de l'Est fut remplacé par un autre journaliste, plus proche du PSC. Ce journaliste déclara que le remplacement s'était décidé sous la pression du Conseil Culturel Consultatif du *BHF*[64]. L'intensité du débat autour de l'autonomie culturelle restait alors très forte. Le nouveau journaliste introduisit une autre ligne politique, cherchant la confrontation avec les groupes politiques en faveur de plus d'autonomie culturelle. En général, il a produit des articles favorables à la politique du PSC,

60. Rudolf Hofelich, "Aachener Nachrichten, Aachener Volkszeitung", in Bernhard Boll, Volker Schulze, Hans Süssmunth (éds.), *Zeitungsland Nordrhein-Westfalen : Geschichte, Profile, Struktur*, Bonn, ZV-Zeitungsverlag, 1993, p. 87. **61.** Fr. "[…] nous allons tirer les conclusions de cette situation. Nous avons envoyé une copie de cette lettre au Consulat allemand à Liège, à l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles et au ministère des Affaires étrangères [...]" Lettre de Heinrich Cremer à Konrad Simons, 24 février 1968. (SAE, *fonds Bezirkskommissariat*, n° 2846). **62.** Trad. fr. "Loin de l'*Aachener Volkszeitung* l'idée de se mêler des affaires de politique de l'intérieur de la Belgique et de favoriser la création d'un nouveau parti dans les Cantons de l'Est […]. Suite à vos plaintes, nous avons ordonné de faire contrôler tous les articles ayant un caractère politique [de Willy Timmermann] – que nous avons jusqu'ici juste contrôlés après la parution – par notre rédaction en chef." Lettre de Konrad Simons, rédacteur en chef de l'*Aachener Volkszeitung*, à Heinrich Cremer, 27 février 1968. (SAE, *fonds Bezirkskommissariat*, n° 2846). **63.** Christoph Brüll, Freddy Cremer et Werner Miessen, "'Hilf dir selbst, so hilft dir Gott!'"..., p. 79-81 ; Freddy Derwahl, "Als die blaue Sturmflut kam. Erinnerungen an den März 1968 und die liberale Jugendbewegung", in Freddy Derwahl (éd.), *Mit Faust und Feder. Reportagen aus 20 Jahren*, Eupen, Ardennen-Medien-Verlag, 1985, p. 219-223 ; s.n., "'I like Gert' und der 68er Frühling. Vor genau 20 Jahren erlebte Ostbelgien einen der markantesten Wahlkämpfe der Nachkriegszeit", in *Grenzland-Report*, vol. 4 (1988), p. 15. **64.** Freddy Derwahl, Die Agentur Tim..., p. 257-260.

Archives privées Raymund Graf, Sankt Vith, Les "Rundtischgespräche" étaient un des plateformes du BHF pour la discussion de l'autonomie culturelle. (Source : Archives privées Raymund Graf, Sankt Vith, Rundtischgespräch, s.d.)

dont l'intervention a bien porté ses fruits[65]. La tendance est dès lors très claire : lors des élections de 1968, du scrutin communal de 1970 (« affaire Schröder ») et des élections de 1971, la pression sur les médias de la région de langue allemande allait croissant. Néanmoins, le PSC voyait son pouvoir s'effriter sur le territoire et s'inquiétait de plus en plus des évolutions du paysage médiatique.

Le deuxième groupe de pression n'a jamais connu une position de premier rang en région de langue allemande : il s'agit du Parti socialiste de Belgique (PSB)[66]. Il faut néanmoins souligner le rôle de quelques membres verviétois du parti et surtout de Germaine Copée-Gerbinet, députée PSB de l'arrondissement de Verviers, qui intervenait régulièrement dans les débats concernant des questions sociales[67]. Les questions parlementaires n'ont probablement pas été posées par la députée Copée-Gerbinet de sa propre initiative, mais sous l'impulsion de Kurt Grünebaum[68]. Deux interventions sont remarquables pour notre propos : une question orale du 13 juillet 1971 concernant une enquête du *BHF* dans le Tyrol du Sud[69] et une question orale du 14 novembre 1972 au ministre de la Culture française, Albert Parisis, sur la série d'émissions « *50 Jahre Geschichte der Ostkantone* »[70]. Toutes les deux s'inscrivent dans l'attitude classique du PSB de l'arrondissement de Verviers des années soixante et septante, mettant en cause le droit à l'autodétermination des Belges germanophones. Les intentions de ces interventions sont claires : le PSB veut freiner les collaborateurs du *BHF* dans leur couverture médiatique en faveur de plus d'autonomie culturelle. En outre, les questions reposent souvent sur des demi-vérités. En ce qui concerne « l'enquête au Tyrol du Sud », il faut constater que les journalistes du *BHF* n'étaient pas sur place, mais qu'ils avaient invité Silvius Magnago, leader politique des Tyroliens et négociateur pour l'autonomie du Tyrol du Sud[71]. Les directeurs de la RTB/*BRT* exerçaient cependant de plus en plus de pression sur la direction du *BHF* et celle-ci devait canaliser ses collaborateurs[72].

66. Voir Alexandra Lizen, *Contribution à l'Histoire du Parti Socialiste Belge. Le cas de la Fédération verviétoise (1950-1978)*, Mémoire de Master en Histoire, inédit, Université de Liège, 2017, p. 91-179. **67.** "Gerbinet Germaine, Victorine", in *Dictionnaire des femmes belges aux XIX^e et XX^e siècles*, Bruxelles, Éditions Racine, p. 272-273. **68.** Interview de Peter Thomas, ancien journaliste du *BHF/BRF*, le 31 octobre 2012. Pour d'autres questions des députés verviétois concernant le *BHF* voir *Aachener Volkszeitung*, 17 juillet 1972, Verbreitet der BHF Hetze gegen Belgien ?. Article concernant une question de Hubert Parotte à Albert Parisis au sujet d'une émission du *BHF* sur une manifestation contre un camp militaire à Vielsalm. **69.** Note de G.-H. Dumont, Commissaire du Gouvernement, à Robert Wangermée concernant des bruits qui couraient sur une enquête de deux journalistes du *BHF* au Tyrol du Sud, du 1er juillet 1971 (ABRF, Eupen). **70.** ABRF, Bruxelles, Note de G.-H. Dumont, Commissaire du Gouvernement, à Robert Wangermée concernant l'émission "*50 Jahre Geschichte der Ostkantone*" du 8 novembre 1972. ABRF, Bruxelles, Listes détaillées des sources consultées par nos journalistes MM. Thomas et Jenniges, 28 novembre 1972. Pierre Miessen, sénateur PSB de l'arrondissement de Verviers, critique également le *BHF* pour les émissions sur l'histoire. Hubert Jenniges, *Hinter ostbelgischen Kulissen...*, p. 69. **71.** S.N., "Magnago, Silvius", in *Enciclopedia Treccani, Instituto dell'Enciclopedia Italiana*, en ligne : http://www.treccani.it/enciclopedia/silvius-magnago (consulté le 08 août 2017). **72.** ABRF, Bruxelles, Note de G.-H. Dumont, Commissaire du Gouvernement, à Robert Wangermée concernant l'émission "*50 Jahre Geschichte der Ostkantone*" du 8 novembre 1972. ABRF, Bruxelles, Listes détaillées des sources consultées par nos journalistes MM. Thomas et Jenniges, 28 novembre 1972.

Sous un angle différent, il faut constater que le *PDB* est particulièrement présent sur la scène médiatique. Soulignons quelques aspects intéressants. Les membres du parti semblent avoir suivi quotidiennement ce qui se passait dans les médias et leurs observations font l'objet d'une liste. Ils analysaient comment les discours du parti étaient accueillis par les journalistes[73]. De la même façon, le parti observait le développement institutionnel du *BHF*. Cette attitude doit être vue, d'une part, comme une professionnalisation du discours politique en région de langue allemande et, de l'autre, dans le contexte du positionnement du *PDB* par rapport au *BHF*. Le parti considérait le *BHF* comme un moyen d'accélérer le développement de l'autonomie culturelle[74]. Les archives du parti conservent en outre la programmation de la station de radio, une liste des collaborateurs et différentes cartes et listes qui illustrent la puissance des ondes. Pour le parti, la station de radio était un moyen d'animer le débat autour de l'autonomie culturelle. Les ondes de la radio étaient également aptes à attirer l'attention des régions avoisinantes sur les intérêts et l'existence de la minorité germanophone de la Belgique. Or, cette première évolution vers une professionnalisation et une modernisation du discours politique du *PDB*[75] existait également chez les autres partis de la région de langue allemande. En l'occurrence, le PSC et le PSB observaient le discours de l'*Aachener Volkszeitung* et du *BHF*. Le *PDB* essayait également d'influencer le discours des acteurs supra-régionaux allemands. Les membres du parti réagissaient par lettres aux discours des différents services publics de radiodiffusion[76]. De plus, à partir de 1975, les membres du parti critiquaient les nouveaux speakers du *BHF* liés au PSC.

Le seul parti qui ne soit pas intervenu de manière directe dans le discours sur l'autonomie culturelle est le PLP. En effet, le parti libéral – et surtout les représentants germanophones de ce parti – n'avait pas de raison valable de se plaindre. Après les élections de 1968, Michel Louis, originaire de la région de langue allemande, représenta le parti au Sénat entre 1968 et 1971. Il y combattit pour la reconnaissance de l'autonomie culturelle des Belges germanophones[77]. Cette absence de critique doit dès lors être interprétée comme un consentement tacite au discours du paysage médiatique. Cette hypothèse est confortée par une note du PLP verviétois de février 1968, donc antérieure à la victoire écrasante du PLP en région de langue allemande. Le président de l'arrondissement de Verviers s'y plaignait que le PSC pût présenter trois fois ses positions politiques sur les ondes du *BHF*. Le parti envoya cette note aux directeurs de la RTB/*BRT* et à la Commission Meyers[78]. Là où PSC et PSB critiquaient les journalistes du *BHF*, les critiques du PLP, et surtout de Michel Louis, visaient avant tout le Conseil Culturel Consultatif, influencé par le PSC[79].

73. Listes par rapport aux publications de la presse et aux émissions de la radio, 1972. (SAE, *fonds privés*, n° 38). **74.** Leonie Neuens, *La création du PDB...*, p. 161-162. **75.** Tenscher constate qu'un résultat de la modernisation du discours politique est la liaison entre partis et médias. Jens Tenscher, "Politik – Massenmedien – Öffentlichkeit", in Jens Tenscher (éd.), *Professionalisierung der Politikvermittlung? Im Spannungsfeld von Politik und Massenmedien*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2003, p. 65. **76.** Par exemple : Lettre d'un membre du parti à Karl-Heinz Schwab, journaliste du *ZDF*, concernant l'émission "Der Flämische Löwe" du 7 novembre 1975 (SAE, fonds privés, n° 38). **77.** Christoph Brüll, Freddy Cremer et Werner Miessen, "'Hilf dir selbst, so hilft dir Gott!'"..., p. 67. **78.** Note du PLP, s.d. (ABRF, Eupen, liasse "Meyers-Kommission")

A gauche Hubert Jenniges. Les journalistes du BHF quittaient leur studio seulement pour des reportages importants aux Cantons de l'Est. La RTB a mis des techniciens à la disposition du BHF. (Source: Archives privées Wolfgang Jenniges, Andler, « BHF im Felde », s.d.)

L'évolution de la pression politique sur le *BHF* peut être divisée en trois phases. Il existe d'abord une phase de cohabitation. Avant la fin des années soixante, le travail des collaborateurs du *BHF* ne posait pas de problème aux partis politiques. Il est vrai que le *Grenz-Echo* critiquait les ELA. Cette critique doit probablement être considérée comme une tension normale entre la « nouvelle radio », qui prend de plus en plus d'importance dans l'ensemble des médias de masse, et un journal qui a peur de perdre son monopole d'opinion. La phase intense des tensions commence en 1968/1969, après l'extension du programme des ELA[80]. Cinq facteurs d'influence peuvent être mis en avant : l'emploi de deux nouveaux collaborateurs en faveur de plus d'autonomie culturelle, l'extension du temps d'antenne du *BHF* et un débat croissant sur l'autonomie culturelle, le contexte du paysage médiatique de la région de langue allemande de Belgique, le contexte beaucoup plus large d'une Belgique et d'une Europe hautement politisées et le fait que les Chambres élues en mars 1968 sont constituantes. C'était le moment ou jamais pour les journalistes de la région d'expression allemande de revendiquer une part du gâteau et de faire entendre la voix de l'Est à Bruxelles. On constate une phase de pressions au sein du *BHF* et un étiolement du travail du Conseil Culturel Consultatif à partir de 1972. Les procès-verbaux de plus en plus courts en sont l'illustration[81]. Il faut y ajouter le fait que le paysage politique de la région de langue allemande s'est en grande partie renouvelé après la création du *CSP* et du *PDB* et qu'une ancienne génération s'est progressivement retirée de la politique. À la lumière des sources, le rôle joué par le PSB et le PSC saute aux yeux. Il faut dès lors constater que la politique essayait de mobiliser et de manipuler les médias en général – et le *BHF* en particulier – pour son propre combat. Les médias sont perçus, par tous les partis, comme des agents légitimes dans le débat autour de l'autonomie culturelle.

IV. Le gouvernement et l'évolution du Belgischer Hörfunk

Le *BHF* – et la presse – comme voie la plus directe entre la mère-patrie et la région de langue allemande était fortement discuté au niveau gouvernemental. D'une part, la « Commission Meyers », chargée, depuis le 1er juillet 1966, d'améliorer les relations inter-communautaires en Belgique[82], discutait de l'essor et du futur statut des ELA. D'autre part, entre le 28 septembre 1969 et le 17 décembre 1969, le « Groupe des 28 » préparait la première réforme de l'État afin de résoudre les problèmes intercommunautaires. Il était composé de 28 membres dont quelques membres germanophones non-permanents : Willy Schyns, PSC, et Michel Louis, PLP.

79. Cf. par exemple *Grenz-Echo*, 30 septembre 1970, Konflikt der "Freie Tribüne Sendung". Senator Louis und PFF beschuldigen Rundfunk der Zensur. **80.** Les membres du Conseil Culturel Consultatif commencent à critiquer la couverture médiatique des nouveaux collaborateurs. ABRF, Eupen, p.v. N° 43 du CCC (30/10/1969), p. 7-15. **81.** Depuis le début des années septante (1970/71), les procès-verbaux ne dépassent plus quatre pages. Lors de la phase chaude, les procès-verbaux contiennent souvent plus de 15 pages. **82.** M.-P. Hermans, "La Commission Meyers (Commission permanente pour l'amélioration des relations entre les communautés linguistiques belges ou c.p.a.r.c.l.b.)", in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 381 (1967), no 35, p. 1-31.

La Commission Meyers jugea opportun de créer une sous-commission pour les problèmes des Belges germanophones[83]. Une des premières invitées de la communauté de langue allemande fut Irene Janetzky, le 8 février 1968. Joseph Schmitz, président du Conseil Culturel Consultatif des émissions en langue allemande, émit également son opinion au sujet des médias de la région de langue allemande. Janetzky présenta principalement le statut, la programmation et les besoins des ELA. Cependant, elle ne se limita pas à expliquer les problèmes du *BHF* mais souleva aussi la question de l'existence d'un seul journal dans les Cantons de l'Est et déplora que la presse quotidienne soit souvent beaucoup trop lente à transmettre les informations importantes[84]. De plus, elle signala l'inexistence d'une station télé pour la région de langue allemande, de sorte que la concurrence allemande attirait l'attention du public en question. La directrice des émissions proposa par conséquent de doubler le temps d'antenne, de doubler le tableau d'effectifs et de créer un studio d'enregistrement dans la région de langue allemande. Elle ne manqua pas de signaler aux personnes présentes que le paysage médiatique en région de langue allemande connaissait des difficultés aiguës[85]. Quant à Schmitz, il a focalisé son attention sur le paysage de la presse dans la région. Sa présentation devant la Commission Meyers révèle, une fois encore, les problèmes qui existaient au sein du paysage médiatique et l'aversion du PSC face à l'*Aachener Volkszeitung* : « Mais depuis deux ans nous constatons de la part de certains milieux privés allemands une IMMIXATION [*sic*] FLAGRANTE [transcription] dans la vie quotidienne des cantons de l'Est. Il s'agit du journal allemand 'Aachener Volkszeitung' qui a installé un service de rédaction à Eupen. [...] En ce qui concerne les problèmes régionaux, ce journal défend de plus en plus des positions DYNAMITE [transcription] qui ne peuvent que troubler les esprits et provoquer des oppositions, qui vont à l'encontre de toute politique de compréhension, d'apaisement et d'intégration »[86].

Le *BHF* joua de nouveau un rôle lors d'une séance du « Groupe des 28 ». Les membres présents y parlaient des questions médiatiques. Dans ce contexte, Leo Tindemans note dans son *Dagboek van de wergroep-Eyskens* que « Senator Louis *legt nog eens uit waarom men een onderscheid moet maken tussen 'Duitstalig België' en 'Oostkantons' [...] Voorlopig stelt de bevolking zich tevreden met radio-uitzendingen, het probleem van T.V. bestaat nog niet. Waarom zou de Belgische T.V. niet enkele uitzendingen kunnen verzorgen met Duitse ondertitels ?* »[87]. Michel Louis utilisa donc ces plateformes afin d'exercer une pression sur le monde politique. Lors de l'examen du budget des services publics de radiodiffusion, il présenta en outre des calculs

83. Christoph Brüll, Freddy Cremer et Werner Miessen, "'Hilf dir selbst, so hilft dir Gott!'" *op. cit.*, p. 64-65. **84.** C'est probablement la raison pour laquelle elle ne présente pas les documents au Conseil Culturel Consultatif. ABRF, Eupen, p.v. N° 37 du CCC (12/11/1968). **85.** Rapport de la sous-commission de la commission Meyers "Bericht für den Unterausschuss der Meyers-Kommission (Deutsches Sprachgebiet)" du 8 février 1968, p. 1-12. (ABRF, Eupen, liasse "Meyers-Kommission"). **86.** Résumé par Joseph Schmitz des problèmes qui se présentent en rapport avec la région de langue allemande, 3 février 1968, p. 12-15. (Privatarchiv Mießen, Eupen). **87.** Leo Tindemans, *Dagboek van de werkgroep-Eyskens*, Lier, Van In, 1973, p. 112.

selon lesquels les deux grandes stations, la RTB et la *BRT*, avaient obtenu un budget de 200 FB par habitant alors que le *BHF* n'obtenait que 80 FB par habitant[88]. Ceci étant, le *BHF* consacra une grande partie de sa couverture médiatique aux séances du « Groupe des 28 » et de la « Commission Meyers »[89].

V. Conclusion

Dans les pages qui précèdent, nous avons tenté d'explorer les modes d'action de la politique dans ses relations avec les médias et vice-versa. Une chose est évidente: pour beaucoup d'acteurs, il s'agissait de faire du discours médiatique une ressource maîtrisée, qui portait tant sur l'ampleur du traitement médiatique que sur l'accès à l'opinion publique. Toutes ces évolutions s'inscrivaient dans la phase que l'on appelle la phase de la « *plicht tot partijverantwoorde journalistiek (1960-1979)* »[90]. Après l'élaboration du nouveau « statut Harmel » en 1960, on peut néanmoins observer une épreuve de force entre les médias et la politique. Dans ce contexte, les journalistes disposaient parfois d'une marge de manœuvre restreinte en ce qui concerne le débat autour de l'autonomie culturelle. Il faut parallèlement poser la question des options d'actions des acteurs. Dans quelle mesure les journalistes pouvaient-ils encore influencer le discours des médias? Fickers a montré qu'on peut observer une pluralisation d'opinion à partir de 1965 en région de langue allemande de Belgique. Cette évolution peut également être observée dans le contexte d'un « devoir de responsabilité envers les partis politiques ». On peut identifier différents journalistes qui se montrent particulièrement ouverts aux idées d'autonomie culturelle pour les Belges germanophones. Ils prêtaient une oreille attentive aux partis et personnalités favorables à l'autonomie et ils leur ouvraient leurs micros. Même si le discours des médias devient de plus en plus diffus après la première réforme de l'État, on constate néanmoins que la plupart des journalistes louvoyaient pour atteindre un but politique précis. Leurs reportages, leurs interviews et leurs contributions aux discussions sont toujours marqués par l'identité de ces journalistes. Même si des liens entre journalistes et partis existent, ils ne sont, dans la plupart des cas, pas visibles. Pendant les émissions à la radio, les journalistes du *BHF* essayaient de garder leurs distances face aux partis politiques et aux militants. Il faut néanmoins constater que les interactions entre les « sources » et les « praticiens » existaient en coulisses. Dans le contexte de ce jeu subtil, ils n'étaient cependant pas des porte-parole d'une formation politique parce qu'ils évoquaient déjà l'autonomie culturelle avant la création des partis favorables à celle-ci. Pour eux, la couverture de l'autonomie culturelle était un combat idéologique. La plupart des journalistes de la station de radio se voyaient comme des éducateurs de leurs auditeurs. De plus, les journalistes de la radio et des journaux étaient le miroir d'un éveil politique mettant fin à la léthargie d'après-guerre dans la région de langue allemande.

Malgré la distance géographique entre les Cantons de l'Est et le studio du *BHF* à Bruxelles, les speakers et le *BHF* peuvent être considérés comme les sismographes de cette phase qui

88. Erni Mreyen, *Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum*..., p. 104. **89.** ABRF, Eupen, p.v. N° 44 du CCC (18/11/1969), p. 3. **90.** Lieve Desmet, "Overheidscontrole op bewegend beeld"..., p. 237-263.

Les studios du BHF à Bruxelles sont en quelque sorte le miroir de l'évolution historique du BHF et des Belges germanophones. Après une première phase sans un studio au bâtiment du Place Flagey, les responsables du BHF obtenaient finalement le bureau nr. 128. A partir de 1974, le studio du BHF/BRF se trouvait au Boulevard Reyers entre les couloirs de l'aile gauche pour la BRT/VRT et de l'aile droite pour la RTB(F). Le siège se trouvait cependant à partir des années septante à Eupen. (Source : BRF (éd), 18h Hier ist der Belgische Rundfunk, Eupen, 1990, p. 32, Place Flagey, s.d.)

informaient les germanophones sur les mutations communautaires à l'intérieur du pays et donnaient une voix aux revendications qui se faisaient jour à l'Est de la Belgique.

A partir de 1974, la couverture médiatique des médias germanophones de Belgique s'est focalisée de plus en plus au niveau régional parce qu'une partie des compétences nécessaires à la résolution des problèmes des germanophones se trouvait désormais entre les mains de ceux-ci, via le *Rat der deutschen Kulturgemeinschaft* (fr. conseil de la communauté culturelle allemande).

Vitus Sproten (°1993) a fait son bachelier à l'Université de Trèves et a obtenu son diplôme de master à l'Université de Liège. Il travaille comme collaborateur scientifique pour le Zentrum für Ostbelgische Geschichte, centre d'histoire régionale en Communauté Germanophone. Il est spécialisé dans l'histoire des médias et l'histoire de la région de culture allemande de Belgique. Il poursuit à l'heure actuelle des recherches sur la sphère publique médiatique dans l'espace entre Meuse et Rhin et sur l'histoire de la région de langue allemande pendant l'Entre-deux-guerres. Il prépare à l'heure actuelle son doctorat au Centre for Contemporary and Digital History de l'Université du Luxembourg sur l'échange entre popcultures dans l'espace entre Meuse et Rhin.

Liste des Abréviations

BHF :	*Belgischer Hörfunk*
BRT :	*Belgische Radio- en Televisieomroep*
ELA :	Emissions en langue allemande
ISC :	Institut des services communs
PDB :	*Partei Deutschsprachiger Belgier*
PLP :	Parti de la Liberté et du Progrès
PSB :	Parti Socialiste Belge
PSC :	Parti Social Chrétien
RTB(F) :	Radio Télévision Belge (Francophone)
SAE :	*Staatsarchiv Eupen*
WDR :	*Westdeutscher Rundfunk*
ZDF :	*Zweites Deutsches Fernsehen*